



En mars, Raphaël Mahaim succédera à Daniel Brélaz au National. L'écologiste quitte le Grand Conseil

«Je veux une Suisse visionnaire»

«SELVER KABACALMAN

Ecologistes » Eloquent, toujours présent pour donner son avis et contester les attaques de la droite, il a notamment été à l'origine de la loi sur les écoles de musique. C'est l'une des grandes figures de la gauche que les Vaudois perdront au Grand Conseil mais gagneront à Berne, au Conseil national. Entretien avec l'écologiste Raphaël Mahaim.

Vous quittez le Grand Conseil après 14 ans à son service. Que ressentez-vous?

Raphaël Mahaim: J'ai vécu une tranche de vie passionnante, riche et difficile parfois. J'ai été élu lorsque j'étais étudiant, à 23 ans. Je n'étais pas encore marié, je n'avais pas non plus d'enfant. Avec Grégory Devaud, nous étions les plus jeunes députés à l'époque. Nous étions face à une assemblée composée majoritairement de mâles de 50 ans ou plus. Il fallait faire ses armes, apprendre les codes, entrer dans le vif du sujet et faire des propositions. J'ai navigué entre la fiscalité, l'écologie, la justice sociale, les écoles de musique, etc. J'ai fait le cycle idéal en termes de durée.

Pourtant, lors de la révision de la loi sur l'exercice politique discuté récemment en plénum, vous avez plaidé pour un cycle de vingt ans...

J'ai plaidé cela par compromis. Il faut laisser la place à d'autres. Le renouvellement est fondamental pour vivifier la démocratie. Si je ne m'étais pas fait élire en viennent-ensuite au National, je me serais posé la question de la poursuite de mon

mandat au Grand Conseil. Devoir partir après quinze ans peut toutefois avoir un côté abrupt, notamment pour des jeunes qui sont entrés très vite en politique comme moi. J'aurais été out à 38 ans.

Lors de ces débats, il a aussi été question de la transparence du financement des partis.

Vous avez refusé de voter pour la transparence dans les localités de moins de 10 000 habitants.

La transparence, ce n'est pas pour tout le monde?

La dynamique est tout autre dans les petites communes. Dans une assemblée de village sans parti, imposer les mêmes obligations qu'à des partis cantonaux ne rend pas forcément service à la démocratie. Le travail demandé serait disproportionné. Cela risquerait de créer de l'inertie, voire de dégoûter du monde. Sur la transparence, mon regret est ailleurs: nous n'avons pas été jusqu'au bout. Seule l'obligation de publier les comptes des campagnes et des partis a été inscrite dans la loi.

«Je vois surtout une Suisse rabougrie qui doute d'elle-même»

Raphaël Mahaim

Pas la publication des budgets. C'est comme si on faisait des contrôles antidopage uniquement après les courses...

Vous quittez le Grand Conseil

avec une victoire qui fait grand bruit. Grâce à votre interpellation, l'agrochimiste Monsanto doit rembourser 35 millions de deniers publics pour ne pas avoir respecté les clauses d'exonération fiscale...

La nouvelle est tombée comme un cadeau de départ. Dans cette affaire, il y a toutes les aberrations du système capitaliste qui perd la boule: une entreprise qui se comporte comme prédatrice, qui s'installe en Suisse pour des raisons fiscales et fout le camp après sa fusion avec Bayer. Elle arrive avec son armée d'avocats pour peser de tout son poids et éviter de devoir payer. Ils ont failli réussir et ne rembourser qu'une partie. Le Tribunal cantonal s'était prononcé partiellement en leur faveur en invoquant une vague règle de prescription. Dans les faits, ces exonérations fiscales reposent sur des bases légales trop floues. Heureusement, le Tribunal fédéral a rattrapé le coup. On doit mettre fin à ce type de pratique. C'est un combat que je compte bien porter au National.

La fiscalité et l'environnement, ce seront vos principaux chevaux de bataille?

Je veux me battre pour une Suisse visionnaire. Car pour le moment, ce que je vois, c'est une Suisse rabougrie qui doute d'elle-même et qui ne propose rien pour la transition écologique et sociale. Elle a fait capoter une réforme minimale sur le CO₂, n'a pas de politique climatique et sa place financière est en violation frontale des accords de Paris. Elle s'est aussi

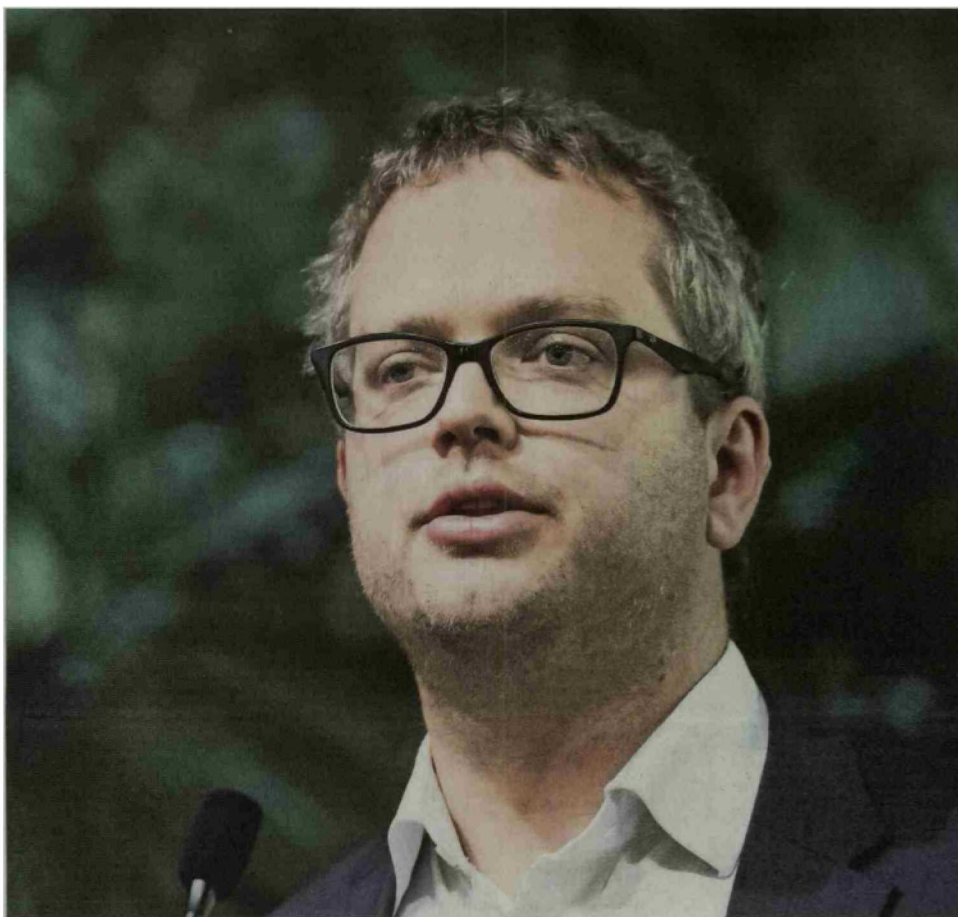


magistralement plantée sur l'accord-cadre. Enfin, elle se fait connaître sur la scène internationale comme un pays qui défend des multinationales sans foi ni loi et qui refuse de lever des brevets sur les vaccins. En pleine pandémie, c'est impardonnable!

Je vais aussi revenir sur les multinationales responsables, travailler sur des questions juridiques et sur la question climatique. Si la Suisse ne peut pas proposer une transition écologique, qui le pourra?

Votre croyance en la politique institutionnelle a-t-elle évolué en défendant en tant qu'avocat les activistes climatiques qui ont mimé une partie de tennis chez Credit Suisse, à Lausanne?

Les mouvements sociaux sont nécessaires. En tant qu'élu, j'ai une conscience aiguë de leur apport au débat démocratique. Ils mettent la pression et font bouger les lignes. Adèle Thorens intervient depuis dix ans sur la place financière, mais le parlement n'a pas bougé un sourcil. Ces jeunes ont touché à des emblèmes nationaux – Roger Federer, Credit Suisse – en étant subversifs. Ils ont réussi à marquer l'opinion. Désormais, tout le monde sait que les banques suisses ont des investissements dans les énergies fossiles et des pratiques à remettre en question. Reste qu'en tant qu'élu, mon devoir est d'être là où les décisions se prennent pour contribuer à les rendre plus vertes. »



Le vert Raphaël Mahaim va reprendre le siège de Daniel Brélaz au Conseil national. Keystone